

DISPOSITIF 2025-2027

MAEC AMELIORATION DU POTENTIEL POLLINISATEUR DES ABEILLES DOMESTIQUES (API)

Fiche Intervention correspondante	70.29 – MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles)
Indicateurs de résultats	R. 35 - Sauvegarde des ruches : Part de ruches bénéficiant d'une aide au titre de la PACR26. Investissements liés aux ressources naturelles (on farm) : Part des exploitations agricoles bénéficiant d'une aide aux investissements productifs et non productifs de la PAC liée à la protection des ressources naturelles

Description du dispositif

L'apiculture est caractérisée par une transhumance des ruches et ce sur plusieurs emplacements suivant des floraisons successives.

La pratique de la transhumance par un apiculteur professionnel répond à plusieurs objectifs :

- Offrir une ressource alimentaire toute l'année, alors qu'elle ne serait pas ou moins disponible si les ruches restaient sur un seul site toute l'année ;
- Proposer une gamme diversifiée de miel aux consommateurs ;
- Produire éventuellement un miel sous signe de qualité (Biologique, IGP, AOP, Label rouge).

Pour chacun de ces lieux, l'apiculteur recherche un emplacement pour positionner les ruches afin que les colonies d'abeilles mellifères puissent exploiter la ressource présente dans le territoire, dans son aire de butinage et participer au service de pollinisation.

Les enjeux sont donc de :

1. Maintenir la population d'abeilles sur le territoire,
2. Participer au service de pollinisation avec les abeilles domestiques,
3. Prendre en compte la présence de pollinisateurs sauvages dans les différentes zones.
4. De renforcer la gestion sanitaire apicole
5. D'augmenter le bol alimentaire et de maintenir la biodiversité
6. D'accroître les volumes de production de miel

Pour répondre à ces enjeux, plusieurs volets sont ainsi proposés :

- Adapter les pratiques pour mettre les ruches à différents endroits, à différents moments dans les espaces cultivés pour assurer le service de pollinisation dans l'espace et dans le temps.
- Adapter les pratiques pour prendre en compte l'entomologie sauvage dans les zones à forte valeur écologique.

Le dispositif répond ainsi au besoin de promotion et d'utilisation durable de la biodiversité dans les pratiques agricoles. Au vu de l'importance de l'enjeu biodiversité au niveau régional, la mesure est ouverte sur l'ensemble du territoire régional.

Attention, notez que l'article 83.1 b) du règlement UE 2016/2031, précise que le respect de la conditionnalité s'applique aux demandeurs de la MAEC API.

Tous les agriculteurs sont réglementairement soumis à réaliser une déclaration sur [Télépac](#). Pour les demandeurs de la MAEC API, ceci se traduira donc par l'obligation de réaliser une déclaration sur Télépac l'année d'engagement dans la MAEC API.

Pour rappel, les exigences de la conditionnalité doivent être respectées par les bénéficiaires des aides de la PAC. En cas de non-respect de ces exigences, le bénéficiaire d'aides PAC est soumis au régime de sanctions tel que défini dans [l'arrêté du 17 mars 2023 relatif à la mise en œuvre de la conditionnalité et de la conditionnalité sociale en métropole à compter de la campagne 2023](#).

Les demandeurs sollicitant une MAEC API devront en parallèle de leur dépôt de dossier sous EUROPAC, télédéclarer leur exploitation sous Télépac.

Pour toute question sur la télédéclaration sous Télépac, il convient de joindre la DDT(M) du département de votre siège d'exploitation. Des précisions sont par ailleurs apportées dans la notice « Dispositions générales relatives à la campagne PAC » sous Télépac.

[Les demandeurs qui ne respectent pas cette obligation encourent des pénalités fixées par l'article D.614-41 du Code rural et de la pêche maritime \(CRPM\).](#)

Bénéficiaires éligibles / Bénéficiaires non éligibles

- Agriculteur actif à titre principal ou secondaire ;
- Cotisants solidaires ;
- **Exploitation agricole sous forme sociétaire :**
 1. Société à objet agricole (productions végétales ou animales), qui met directement en valeur une exploitation agricole dans laquelle au moins un associé exploitant est une personne physique et :
 - o Est agriculteur à titre principal ou secondaire (ATP/ATS) au sein de la société
 - o Ou, si différent d'ATP/ATS, est assuré à l'ATEXA au sein de la société et n'a pas fait valoir ses droits à la retraite s'il a plus de 67 ans.

Les EARL et GAEC relèvent de cette catégorie car, par définition, ces structures juridiques comprennent un associé exploitant au sein de la société.

Dans la majeure partie des cas, les SCEA comprennent également au moins un associé exploitant au sein de la société (vérification, sur la base de l'attestation d'affiliation MSA de l'associé exploitant).

2. Formes sociétaires, mettant directement en valeur une exploitation agricole, sans associé cotisant à l'ATEXA (Par ex. : SA, SAS, SARL et certaines SCEA)
 - La société doit exercer une activité agricole (productions végétales ou animales) ;
 - Tous les dirigeants de celle-ci doivent :
 - Relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM ou au titre du 1 de l'article L. 722-20 pour le gérant d'une société civile d'exploitation agricole ou pour le mandataire social de la société ;
 - Ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans,
 - Détenir un pourcentage de parts sociales de 5 % (s'il y a plusieurs dirigeants, ils doivent détenir ensemble au moins 5 % des parts sociales de la société).
- Autre structure ayant pour objet la gestion directe d'une exploitation agricole et exerçant réellement une activité agricole (affiliation MSA) : lycée agricole, espace-test.

Ne sont pas éligibles

- Groupements d'exploitants (dont CUMA)

Eligibilité géographique

Sont éligibles les porteurs de projets dont le **siège d'exploitation** est situé sur le territoire de la Région Occitanie.

Période d'engagement

Le bénéficiaire s'engage pour une durée de 1 an du 1er juillet de l'année n au 30 juin de l'année n+1.

Conditions relatives aux colonies engagées

Sont éligibles les colonies¹ ayant fait l'objet d'une déclaration annuelle de détention et d'emplacement de ruches auprès de l'autorité compétente.

Les colonies devront être déclarées sur le site en ligne du Ministère en charge de l'agriculture : www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année d'engagement.

Pour la campagne de l'année n, le récépissé de déclaration de l'année n-1 doit être fourni lors du dépôt du dossier de demande d'aide sur EUROPAC (ex. transmettre la déclaration 2025 pour la campagne 2026).

Le récépissé de déclaration de l'année n doit être fourni pour les cas particuliers suivants lors de la demande de paiement :

- Nouvel atelier apicole ou nouvelle installation en apiculture ;
- Effectifs de la déclaration n-1 ne reflétant pas la situation de l'année n.

Conditions d'éligibilité du projet

¹ Seules les colonies pour la production de miel sont éligibles. Les sélectionneurs de reines ne sont pas éligibles.

- Détenir dans le dispositif un minimum de 100 colonies ;
- Le nombre minimum d'emplacements à respecter est fixé à un emplacement par tranche de 24 colonies engagées et au minimum 4 emplacements (cf. annexe 2) ;
- Pour tous les demandeurs, hormis ceux installés après le 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande d'aide :
 - Engager dans le dispositif les colonies ayant fait l'objet d'une déclaration annuelle de détention et d'emplacement de ruches auprès de l'autorité compétente en année n-1 ;
 - Et, le cas échéant, pour les colonies acquises après la déclaration de détention et d'emplacement des colonies à l'autorité compétente, déclarer sur l'honneur la quantité et les dates de première et de dernière acquisition des colonies engagées correspondantes². Le récépissé de télérucher de l'année n devra être fourni à la demande de paiement ;
- Pour tous les demandeurs installés après le 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande d'aide ou pour la création d'un atelier apicole après le 1^{er} janvier, déclarer sur l'honneur la quantité et les dates de première et de dernière acquisition des colonies engagées correspondantes. Le récépissé de télérucher de l'année n devra être fourni au moment de la demande de paiement.

Engagements à respecter

L'ensemble de vos obligations et engagements doit être respecté tout au long de la période d'engagement. Leur respect pourra être vérifié dans le cadre de contrôles administratifs et de contrôles sur place.

Les engagements à respecter par le bénéficiaire durant la période d'engagement sont les suivants :

- Réaliser une déclaration PAC annuelle sur Télépac ;
- Engager au minimum 100 colonies ;
- Détenir de façon permanente un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées.

En cas de pertes, sous réserve d'une déclaration écrite préalable à l'autorité de gestion dans les 15 jours suivant le constat de perte, l'apiculteur dispose d'un délai de 3 mois maximum pour reconstituer son cheptel et respecter ses engagements (revenir au nombre de colonies engagées) et au plus tard à la date de fin d'engagement.

- Respecter le nombre minimal d'emplacement, fixé à un emplacement par tranche de 24 colonies (cf. annexe 2) ;
- Respect d'une durée minimale d'occupation de 3 semaines sur chaque emplacement ;
- Tenir à jour un registre d'élevage ou cahier d'enregistrement contenant a minima les informations suivantes (présence du registre et effectivité des enregistrements) :

² -La division d'un rucher est considérée comme une acquisition dès lors qu'elle fait l'objet d'une attestation sur l'honneur et qu'elle est réalisée avant la date de dépôt du dossier »

- Description de l'emplacement (commune, lieu-dit le cas échéant, et tout autre information permettant de géolocaliser ou de différencier les emplacements situés sur une même commune) ;
- Nombre de colonies par emplacement ;
- Date d'implantation de la colonie ;
- Date de déplacement de la colonie ;
- Le cas échéant, date de perte de cheptel et date de reconstitution.

Conditions de soutien (montants et taux d'aide, planchers, plafonds, etc.)

Le financement de la MAEC API est de 20€ par colonie et par an. L'aide est calculée par palier de 10 colonies sur le nombre de colonies maximum du palier (cf.annexe 3).

Ce montant a été calculé et certifié sur la base des surcoûts et manques à gagner générés par les changements des pratiques mis en œuvre par l'exploitant pour atteindre le résultat et les engagements visés. Les engagements doivent être respectés sur l'ensemble de la période d'engagement

La subvention est plafonnée à 8 000€ soit 400 colonies.

Pour les GAEC, le plafond défini ci-dessus peut être multiplié par 1.5 si le GAEC comprend 2 associés exploitants remplissant les conditions de bénéficiaires éligibles, par 2 si le GAEC comprend 3 associés exploitants ou plus remplissant les conditions de bénéficiaires éligibles.

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 80 %.

La possibilité de dépôt d'une demande d'aide sur ce dispositif est limitée à un seul dossier par période (cf. document période et enveloppe disponible joint au dispositif à chaque ouverture).

Principes de priorisation des dossiers

Conformément à l'article 79 du règlement européen 2021/2115 du 2 décembre 2021, ce dispositif n'est pas soumis au principe de sélection.

Toutefois, en cas d'insuffisance de l'enveloppe allouée, les dossiers seront classés selon les principes de priorisation suivants et dans l'ordre indiqué ci-après, jusqu'à consommation complète des enveloppes :

1. Installation :
 - Demandeurs ayant déposé une demande d'aide DJA ou DNA au plus tard à la date de dépôt de la demande d'aide,
 - Ou demandeurs ayant bénéficié d'une DJA, d'une DNA ou d'un Pass installation - volet trésorerie dont l'arrêté attributif est daté de moins de 5 ans à la date de dépôt de la demande d'aide,
 - Ou sociétés ayant au moins un associé exploitant répondant à au moins un des 2 critères ci-dessus.
2. Agriculture Biologique : Atelier apicole certifié Agriculture Biologique ou en cours de conversion
3. Date de dépôt des dossiers de demande d'aide.

Paielements

L'aide sera payée en un seul versement.

Le versement de l'aide est conditionné au dépôt d'une demande de paiement assortie des pièces justificatives requises.

Pièces justificatives :

- Récépissé de télérucher de l'année de dépôt de la demande d'aide

ATTENTION : Les résultats des contrôles de la conditionnalité³ seront pris en compte. En cas de non-respect des exigences liées à la conditionnalité, une réduction de l'aide sera appliquée, conformément à l'arrêté ministériel du 17 mars 2023 relatif à la mise en œuvre de la conditionnalité.

Modalités de l'appel à projet

Les dossiers doivent être déposés en ligne sur la plateforme dédiée EUROPAC.

Au moment du dépôt électronique, un récépissé automatique vous sera envoyé pour confirmer le dépôt sans promesse d'aide.

Après vérification de la complétude du dossier, un accusé de réception de dossier sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

Les dossiers complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier) seront instruits et présentés par le service instructeur en Comité Régional de Programmation Interfonds dans la limite des enveloppes FEADER et co-financeurs affectées.

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur ainsi que les dossiers déposés après la fin de la période de dépôt des demandes d'aide seront rejetés.

Sanctions et pénalités appliquées aux dossiers faisant l'objet d'un contrôle

Obligations liées aux engagements à respecter en contrepartie du versement de l'aide	Modalités de contrôle (contrôle administratif et/ou terrain)	Pièces à fournir permettant le contrôle des engagements	Conséquences financières et/ou sanctions
Tenir un registre ou un cahier/classeur d'enregistrement (présence du registre ou cahier/classeur et enregistrements effectifs dans ce registre ou cahier/classeur)	Documentaire	Registre ou cahier/classeur d'enregistrement	*Absence de registre ou cahier/classeur : déchéance totale de l'aide *Registre ou cahier/classeur incomplet : <ul style="list-style-type: none">○ Si compléments apportés dans un délai de 30 jours, pas de sanction○ Si compléments non fournis : déchéance de 50%
Détenir de façon permanente un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées ⁴	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence avec les constats terrain)	Registre d'élevage ou cahier/classeur d'enregistrement	Nombre de colonies inférieure au nombre de colonies engagées : Déchéance totale de l'aide

³ Contrôles effectués par les organismes de contrôle de la conditionnalité définis à l'article D615-52 du Code Rural et de la Pêche – voir décret 2022- 1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune

⁴ Pour rappel : lorsque vous ne détenez plus le nombre de colonies engagées (par exemple en raison des pertes hivernales), vous devez effectuer une déclaration spontanée auprès du service instructeur dans les 15 jours à partir de la date du constat. A partir de la déclaration, vous avez un délai de 3 mois pour reconstituer le cheptel engagé. La sanction définie ci-dessus n'est pas appliquée durant cette période de 3 mois.

Présence d'un nombre minimal de 4 emplacements	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence avec les constats terrain)	Registre d'élevage ou cahier/classeur d'enregistrement Déclaration Télérucher attestant des emplacements déclarés	Moins de 4 emplacements Déchéance totale de l'aide
Présence d'un emplacement supplémentaire par tranche de 24 colonies	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence avec les constats terrain)	Registre d'élevage ou cahier/classeur d'enregistrement Déclaration Télérucher attestant des emplacements déclarés	Déchéance totale ou partielle de l'aide selon niveau de non-respect : <ul style="list-style-type: none"> Entre 1 et 2 emplacements manquants : déchéance de 50% de l'aide Au-delà de 3 emplacements manquants : déchéance totale de l'aide
Respect d'un temps minimum de présence de 3 semaines par emplacement	Documentaire	Registre d'élevage ou cahier d'enregistrement	Emplacement non comptabilisé en cas de non-respect

Dans le cas où plusieurs engagements ne seraient pas respectés, le taux le plus élevé sera retenu sur la totalité de l'aide (pas de cumul des sanctions).

Circonstances exceptionnelles et cas de force majeure

1. Les cas de force majeure et circonstances exceptionnelles

Exceptionnellement pour des situations dûment justifiées, les engagements peuvent être modifiés ou le dossier clôturé. Dans ces cas, **le bénéficiaire doit saisir l'Autorité de gestion régionale dans un délai de 15 jours ouvrables** à partir du moment où il a été en mesure de le faire, par mail ou par courrier postal aux adresses suivantes :

- Par email : api@laregion.fr
- Par courrier : Espace Capdeville - 417 rue Samuel MORSE - 34 000 Montpellier

Passé ce délai, le cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles ne pourra être retenu.

Peuvent être considérés comme relevant de la force majeure ou de circonstances exceptionnelles, les événements d'origine extérieure à l'exploitation, imprévisibles et irrésistibles.

Peuvent notamment être prises en compte les situations suivantes :

- L'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire ;
- Le décès du bénéficiaire ;
- Une catastrophe naturelle grave ou un événement météorologique grave affectant de façon importante la surface agricole de l'exploitation. Afin d'apprécier le caractère exceptionnel de l'événement, sa durée, sa période ou son étendue peuvent être pris en considération ;
- La destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage ;
- Une épizootie, l'apparition d'une maladie des végétaux ou la présence d'un organisme nuisible aux végétaux affectant tout ou partie du cheptel ou du capital végétal du bénéficiaire ;
- L'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation, pour autant que cette expropriation n'ait pu être anticipée le jour de l'introduction de la demande d'aides.

Cette liste est non exhaustive. D'autres dérogations pourront être étudiées au cas par cas par l'Autorité de gestion régionale.

Attention : le régime de sanctions décrit ci-dessus s'applique aide par aide, indépendamment des autres MAEC souscrites sur l'exploitation. Par ailleurs, sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi, si l'anomalie est intentionnelle, si le bénéficiaire a fourni de faux éléments ou a omis par négligence de fournir les informations nécessaires, aucune aide n'est octroyée au titre de la MAEC.

2. Déclaration spontanée de circonstances non prévues

Si le non-respect des obligations ne relève pas de la force majeure, le bénéficiaire peut réaliser une déclaration spontanée de non-respect des engagements de la MAEC API selon les mêmes modalités que les cas de force majeure : délai de prévenance de 15 jours ouvrables à partir de la survenue de l'anomalie et présentation à l'Autorité de gestion régionale d'éléments objectifs justifiant l'impossibilité de respecter les engagements de la MAEC API.

Pour que cette déclaration spontanée soit acceptable, le bénéficiaire ne doit pas avoir été prévenu au préalable d'un contrôle sur place, ni informé d'irrégularités dans sa demande.

Les déclarations spontanées seront étudiées au cas par cas par l'Autorité de gestion régionale tout comme la suite à donner en termes de paiement.

Autres modalités particulières de non respects des engagements

- En cas **d'abandon de la MAEC API en cours d'engagement**, la sanction appliquée sera assimilée à la non-réalisation des engagements (déchéance totale, remboursement de l'aide perçue).
- En cas de **cession de l'exploitation au cours de l'engagement**, et si les engagements ne sont pas repris et respectés par le repreneur, on considèrera ce cas comme un abandon de la MAEC API en cours d'engagement (déchéance totale, remboursement de l'aide perçue).
- En cas de **changement de statut juridique de la structure**, le bénéficiaire doit prévenir l'Autorité de Gestion Régionale. L'engagement est transféré à la nouvelle structure. Les modalités de l'engagement seront étudiées au cas par cas, notamment en considérant l'évolution éventuelle du nombre de colonies.
- Les résultats des contrôles de la conditionnalité⁵ seront pris en compte. En cas de non-respect des exigences liées à la conditionnalité, une réduction de l'aide sera appliquée, conformément à l'arrêté ministériel du 17 mars 2023 relatif à la mise en œuvre de la conditionnalité.
- **Déclaration spontanée de la diminution du nombre de colonies engagées** : Lorsque le nombre de colonies engagées dans la mesure (par exemple en raison des pertes hivernales) n'est plus détenu, le bénéficiaire doit effectuer une déclaration spontanée auprès de l'Autorité de gestion régionale dans un délai de 15 jours à partir de la date du constat.

L'Autorité de gestion régionale peut alors proposer au bénéficiaire un délai maximum de 3 mois pour permettre de régulariser la situation et d'être à nouveau en mesure de respecter l'ensemble des engagements. Ce délai sera compatible avec une reconstitution du nombre de colonies engagées au plus tard à la fin de la période d'engagement. Passé ce délai, les engagements non respectés pourront faire l'objet d'une sanction selon les règles exposées préalablement.

⁵ Contrôles effectués par les organismes de contrôle de la conditionnalité définis à l'article D615-52 du Code Rural et de la Pêche – voir décret 2022- 1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune

- **Non comptabilisation des emplacements constatés en anomalie** : Lorsqu'un emplacement ne respecte pas l'obligation du cahier des charges relative à la durée minimale d'occupation de l'emplacement, il n'est pas comptabilisé pour la vérification de l'obligation portant sur la présence d'un emplacement par tranche de 24 colonies engagées.

Le contrôleur s'assure alors que le nombre d'emplacements respectant le cahier des charges est bien supérieur ou égal au nombre requis par l'engagement.

ANNEXE 1

Définitions

Colonie : colonies d'abeilles en ruches, ruchettes. Le nombre de colonies déclaré correspond au nombre total de colonies détenues au jour de la déclaration par un même apiculteur.

Ruche : l'unité contenant une colonie d'abeilles utilisée pour la production de miel, d'autres produits de l'apiculture ou de matériel de reproduction des abeilles, ainsi que tous les éléments nécessaires à la survie de la colonie.

Emplacement : espace où l'agriculteur dépose ses ruches pour une période donnée.

ANNEXE 2

Nombre d'emplacement minimum à déclarer en fonction du nombre de ruches/colonies		
Nombres de colonies min	Nombre de colonies max	Nombre d'emplacements
100	119	4
120	143	5
144	167	6
168	191	7
192	215	8
216	239	9
240	263	10
264	287	11
288	311	12
312	335	13
336	359	14
360	383	15
384	407	16
408	431	17
432	455	18
456	479	19
480	503	20
504	527	21
528	551	22
552	575	23
576	599	24
600	623	25
624	647	26
648	671	27
672	695	28
696	719	29
720	743	30
744	767	31
768	791	32
792	815	33
816	839	34
840	863	35
864	887	36
888	911	37
912	935	38
936	959	39
960	983	40
984	1007	41
1008	1031	42
1032	1055	43
1056	1079	44

1080	1103	45
1104	1127	46
1128	1151	47
1152	1175	48
1176	1199	49
1200	1223	50
1224	1247	51
1248	1271	52
1272	1295	53
1296	1319	54
1320	1343	55
1344	1367	56
1368	1391	57
1392	1415	58
1416	1439	59
1440	1463	60
1464	1487	61
1488	1511	62
1512	1535	63
1536	1559	64
1560	1583	65
1584	1607	66
1608	1631	67
1632	1655	68
1656	1679	69
1680	1703	70
1704	1727	71
1728	1751	72
1752	1775	73
1776	1799	74
1800	1823	75
1824	1847	76
1848	1871	77
1872	1895	78
1896	1919	79
1920	1943	80
1944	1967	81
1968	1991	82
1992	2015	83
2016	2039	84
2040	2063	85
2064	2087	86
2088	2111	87
2112	2135	88
2136	2159	89

ANNEXE 3

Tranche de colonies engagées (après application éventuelle du coefficient stabilisateur)	Forfait correspondant à la tranche (hors transparence GAEC)
100	2 000 €
101 à 110	2 200 €
111 à 120	2 400 €
121 à 130	2 600 €
131 à 140	2 800 €
141 à 150	3 000 €
151 à 160	3 200 €
161 à 170	3 400 €
171 à 180	3 600 €
181 à 190	3 800 €
190 à 200	4 000 €
201 à 210	4 200 €
211 à 220	4 400 €
221 à 230	4 600 €
231 à 240	4 800 €
241 à 250	5 000 €
251 à 260	5 200 €
261 à 270	5 400 €
271 à 280	5 600 €
281 à 290	5 800 €
291 à 300	6 000 €
301 à 310	6 200 €
311 à 320	6 400 €
321 à 330	6 600 €
331 à 340	6 800 €
341 à 350	7 000 €
351 à 360	7 200 €
361 à 370	7 400 €
371 à 380	7 600 €
381 à 390	7 800 €
391 à 400	8 000 €